



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/548
15 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 14 JUILLET 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la lettre datée du 14 juillet 1997 qui vous est adressée par M. Mohamed Saïd Al-Sahaf, Ministre iraquien des affaires étrangères, à propos des agissements du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et des mesures qu'il prend pour porter atteinte à la sécurité et à la souveraineté de l'Iraq et intervenir de manière flagrante dans ses affaires intérieures.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 14 juillet 1997, adressée au Secrétaire général par
le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq

Me référant à la lettre que j'ai adressée à Votre Excellence le 4 novembre 1996 à propos des agissements du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et des mesures qu'il prend pour porter atteinte à la souveraineté de l'Iraq et à l'unité de son territoire ainsi que de l'intervention flagrante de ce gouvernement dans les affaires intérieures de mon pays, je voudrais porter à votre attention les informations parues dans le Washington Post du 26 juin 1997 ainsi que celles données dans un programme télévisé diffusé le même jour sur la chaîne américaine ABC, qui confirment que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique continue d'avoir à l'égard de l'Iraq une politique officielle fondée sur l'intervention dans les affaires intérieures de mon pays et sur des mesures et un comportement effectif et délibéré visant à menacer la sécurité nationale de l'Iraq et à le mettre en péril.

Les informations parues dans le Washington Post sous le titre "Le fiasco de la guerre de la CIA contre Saddam" et celles données dans le programme télévisé de Peter Jennings sous le titre "Une oeuvre inachevée : la CIA et Saddam Hussein" contiennent, entre autres, les témoignages de responsables de premier plan de l'Administration américaine et d'autres agents alliés où apparaît au grand jour et sans ambiguïté l'ampleur du complot ourdi par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour changer le régime au pouvoir en Iraq.

L'article du Washington Post cite les propos de Warren Marik de la CIA, qui affirme avoir fait tout ce qu'il a pu imaginer et a été autorisé à faire pour renverser le Président Saddam Hussein. Le même Marik affirme avoir organisé des vols d'aéronef sans pilote au-dessus de Bagdad pour lâcher des tracts hostiles à l'Iraq, ainsi qu'un entraînement militaire et des fournitures d'armes aux bandes rebelles dans le nord du pays, dépensé des millions de dollars pour mettre sur pied des campagnes de propagande radiodiffusées et télévisées pour inciter au soulèvement contre le régime politique iraquien et utilisé tous les moyens, y compris les armes et l'argent, pour détacher le nord du reste du territoire iraquien, en dépit de l'attachement manifeste et incontestable du peuple iraquien à son unité territoriale sous la direction du Président Saddam Hussein, qu'il considère comme le symbole de son indépendance comme le confirme son élection à la présidence de la République d'Iraq à une écrasante majorité. Marik affirme en outre avoir enrôlé au service de la CIA le valet dénommé Ahmed Jalabi et les membres du soi-disant Congrès national iraquien et recruté divers groupes d'agents et de mercenaires en vue d'organiser une attaque armée contre les institutions de l'État iraquien. Il a également organisé une tentative de coup d'État contre le pouvoir. Warren Marik a reconnu que des sommes considérables, au moins 100 millions de dollars, ont été englouties dans ces efforts, comme il a reconnu le rôle joué par la Commission du renseignement du Sénat des États-Unis pour monter une action secrète contre les autorités légitimes de l'Iraq et mettre au point un programme d'agression contre l'Iraq en vue d'abattre le régime au pouvoir dans ce pays, nonobstant les affirmations mensongères des responsables de l'Administration américaine selon lesquelles ils n'utiliseraient pas de tels procédés odieux contre des chefs d'État étrangers. Marik ajoute que lui-même et le groupe qui l'accompagnait dans le nord de l'Iraq

/...

ont mis en oeuvre un programme politique visant au bout du compte à réduire le contrôle des autorités sur le pays afin de le circonscire à la seule ville de Bagdad, comme la CIA l'avait fait auparavant en Afghanistan et contre l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ceci dévoile la nature véritable du but que le Gouvernement des États-Unis poursuit par l'instauration des deux zones d'exclusion aérienne dans le nord et le sud de l'Iraq, zones dénuées de tout fondement dans la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Entre autres déclarations, Warren Marik affirme aussi que l'ancien Président des États-Unis George Bush avait ordonné à la CIA d'organiser des opérations de sabotage visant à changer le régime au pouvoir en Iraq. Il y a lieu de mentionner aussi la création par la CIA de stations de radio et de relais à Djedda, à Koweït, au Caire et à Amman pour mener des campagnes de propagande hostile incitant, entre autres, les officiers iraqiens à désertter et à abandonner les forces armées iraqiennes. L'auteur de l'article indique aussi que la Commission du renseignement du Sénat des États-Unis a autorisé la CIA à créer un groupe secret américain quasi permanent dans le nord de l'Iraq afin d'entraîner des rebelles, des hors-la-loi et des bandes de brigands et de mercenaires et leur fournir du matériel de guerre pour mener des opérations de sabotage, d'assassinat et de pillage visant à changer le régime politique au pouvoir dans le pays. En outre, deux membres de la Commission du renseignement du Sénat sont entrés illégalement dans le nord de l'Iraq, ce qui montre à quel point les États-Unis font fi de la souveraineté nationale de l'Iraq. Warren Marik a en outre révélé l'existence d'un plan qui visait à lancer, le 4 mars 1995, une attaque armée contre les garnisons de l'armée iraqienne à Mossoul et Kirkouk, attaque qui devait être menée par les rebelles, les saboteurs, les brigands et les hors-la-loi. Il a également révélé que l'agent de la CIA a demandé à leur valet Ahmed Jalabi d'utiliser ses contacts avec les ayatollahs au pouvoir en Iran pour leur faire passer un message disant que "Washington accueillerait favorablement un déploiement de troupes iraniennes le long de la frontière avec l'Iraq pour détourner l'attention de Saddam lors du lancement de l'attaque armée". Une rencontre a effectivement eu lieu à Salaheddine avec deux agents des services de renseignements iraniens, ce qui montre bien la nature et l'ampleur du complot et met en lumière la duplicité et l'immoralité du comportement des États-Unis et de leur politique d'agression contre l'Iraq.

S'agissant de l'émission télévisée préparée par Peter Jennings, qui faisait état de faits analogues à ceux rapportés dans l'article du Washington Post, il suffit de mentionner ce qui y est dit à propos de l'affirmation du Président américain Clinton selon laquelle sa politique de sanctions économiques et d'endiguement militaire vise à museler l'Iraq. Ces propos du Président américain sont suffisamment hostiles en eux-mêmes, mais il se révèle chaque jour davantage que cette affirmation du Président américain est contraire à la vérité, car, comme le dit Jennings et contrairement aux propos du Président Clinton, "tel n'était pas l'objectif initial". Il apparaît clairement que le véritable objectif de tous les actes commis par l'Administration américaine et de ceux qu'elle continue de commettre est, non pas comme on le prétend, l'application des résolutions du Conseil de sécurité et de la légalité internationale, mais la personne du Président de la République d'Iraq. Ceci a été confirmé par Bent Scowcroft, Conseiller à la sécurité nationale de l'ancien Président américain Bush lorsque, à une question sur ce sujet, il a répondu : "Oui, je crois que c'est vrai". John Deutch, ex-Directeur de la CIA, a par

ailleurs confirmé à Peter Jennings que l'agent des services de renseignements qui était chargé d'organiser l'attaque armée de mars 1995 informait ses supérieurs des complots qu'il préparait et mettait en oeuvre dans le nord de l'Iraq ainsi que du versement par la CIA de 6 millions de dollars à d'anciens officiers de l'armée iraquienne pour appuyer cette vile opération, et de l'introduction clandestine en Iraq de matériel de transmission très sophistiqué permettant de communiquer directement avec la CIA.

Le complot ourdi par l'Administration américaine contre l'Iraq ne se limite pas à l'utilisation par les responsables américains de moyens divers et odieux pour changer le régime politique de l'Iraq, comme il ressort des informations diffusées par le Washington Post et par la chaîne de télévision américaine ABC, puisque l'Administration américaine n'hésite pas à mettre le Conseil de sécurité et ses résolutions au service de son complot contre l'Iraq.

C'est ainsi que le quotidien français Libération, dans son numéro du 23 octobre 1991, a publié des informations qui lui ont été communiquées par un expert français qui faisait partie des équipes d'inspection relevant de la Commission spéciale du Conseil de sécurité présidée par l'Ambassadeur suédois Rolf Ekeus. Vous trouverez ci-après un extrait de l'article de Libération :

"L'autre surprise pour cet expert, c'était le comportement de certains de ses collègues américains. À l'évidence, il y avait des agents secrets et des hommes de la CIA qui travaillaient pour le compte de leur propre organisation au lieu de travailler pour celui de l'Organisation des Nations Unies. Leur mission était certainement de recueillir des renseignements, mais elle était aussi d'avoir certains comportements provocateurs à l'égard de Bagdad afin de justifier une intervention de l'aviation américaine qui reviendrait achever sa mission".

Cet extrait de l'article du quotidien français n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des innombrables preuves de l'exploitation ouverte et outrecuidante par l'Administration américaine de certaines équipes d'inspection de la Commission spéciale présidée par Rolf Ekeus au cours des six dernières années. L'affectation de ces équipes à des tâches qui ne relevaient ni de leur mission ni de leur compétence avait à l'évidence pour objet de permettre aux espions des services de renseignements américains de mettre en oeuvre la politique hostile à l'Iraq adoptée par leur pays et d'entraver l'accomplissement de la mission de la Commission spéciale afin de maintenir l'infâme blocus imposé à l'Iraq sous des prétextes qui n'ont aucun rapport avec les résolutions du Conseil de sécurité ni avec les attributions de la Commission spéciale.

De tout ce qui précède, il ressort incontestablement que les États-Unis d'Amérique organisent des activités militaires visant à renverser le régime au pouvoir en Iraq et à fomenter une guerre civile dans ce pays, en organisant, encourageant et finançant les activités susmentionnées, en violation de la Charte des Nations Unies, et plus particulièrement de la Déclaration sur les relations amicales de 1970, ainsi que des principes du droit international qui interdisent d'organiser de telles activités contre un autre État. Elles constituent également une violation des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq qui réaffirment la nécessité de respecter la sécurité et la

souveraineté de ce pays, l'unité de son territoire et son indépendance politique.

Ces faits et indices sûrs montrent on ne peut plus clairement que toutes les allégations que les États-Unis d'Amérique lancent en permanence contre l'Iraq ne sont que de pures calomnies par le biais desquelles les États-Unis tentent de camoufler leurs actes d'agression maléfiques contre l'Iraq. Il incombe dès lors au Conseil de sécurité d'assumer les responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies et d'exiger des États-Unis qu'ils mettent un terme à ces agissements hostiles et cessent d'intervenir de manière flagrante dans les affaires intérieures de l'Iraq et de menacer sa sécurité, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Le Gouvernement de la République d'Iraq vous demande officiellement de vous pencher sur cette affaire grave et d'oeuvrer avec sérieux à ce qu'il soit mis fin à ces agissements américains officiels contraires au droit.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
de l'Iraq

(Signé) Mohamed Saïd AL-SAHAF
